

CAPSULE



N O U V E L L E S V A G U E S

En grève ! En grève ! En grève ! En grève !
En grève ! En grève ! En grève ! En grève !
En grève ! En grève ! En grève ! En grève !
En grève ! En grève ! En grève ! En grève !
En grève ! En grève ! En grève ! En grève !
En grève ! En grève ! En grève ! En grève !
En grève ! En grève ! En grève ! En grève !
En grève ! En grève ! En grève ! En grève !
En grève ! En grève ! En grève ! En grève !
En grève ! En grève ! En grève ! En grève !
En grève ! En grève ! En grève ! En grève !
En grève ! En grève ! En grève ! En grève !
En grève ! En grève ! En grève ! En grève !
En grève ! En grève ! En grève ! En grève !
En grève ! En grève ! En grève ! En grève !

KDITO

En grève !

GRÈVE DU 5 DÉCEMBRE, QUAND LA JEUNESSE ÉTUDIANTE SE MOBILISE

Par Sara Machtou

En grève !

D'UNE UTILITÉ DE LA GRÈVE

Par Loan Peuch

En grève !

< EN GRÈVE

Par Albien Gakegni

En grève !

RÉVOLUTIONNER LA RÉVOLUTION

Par Camille Belot

En grève !

ET LES HÔPITAUX ?

Par Krollan

GRÈVE DU 5 DÉCEMBRE, QUAND LA JEUNESSE ÉTUDIANTE SE MOBILISE

Une mobilisation en masse s'est déroulée le 5 décembre dernier dans toute la France. Ce mouvement contre le projet de réforme des retraites a touché de multiples secteurs. Plusieurs syndicats ont notamment indiqué leur détermination à poursuivre la grève dans la durée. À cette occasion, nombreux ont été les étudiants et leurs syndicats respectifs au sein des cortèges de manifestants.

L'un des syndicats étudiants, l'Union Nationale des Étudiants de France, s'est félicité de l'ampleur des manifestations menées contre la réforme des retraites mais aussi et surtout contre la précarité étudiante. C'est ce qu'affirme Albien, étudiant investi à l'UNEF et membre élu du comité étudiant de l'Université Sorbonne-Nouvelle « *les étudiants se sont mobilisés dû à la précarité, il y avait déjà eu une alerte de l'UNEF qui avait publié bien auparavant des enquêtes. Le résultat est que ça rallume la flamme, conduisant inévitablement à*

une sorte de révolte. Étudier n'est déjà pas facile, les étudiants veulent juste une vie normale et une allocation permettant leur pleine autonomie ». C'est aussi le ressenti d'Amélie* étudiante en dernière année de doctorat « *là je suis salariée et pourtant je ressens d'autant plus la fatigue car bien consciente que je n'ai pas d'assurance quant à l'avenir. On a la précarité dans l'esprit du futur* ». En effet, nombreux faisant partie de la jeunesse estudiantine ont été touchés par la tentative d'immolation par le feu d'un étudiant à Lyon le 8 novembre dernier.

« *L'université m'a beaucoup politisée. Je me considère comme plus privilégiée donc je me re-mobilise d'autant plus.* » poursuit Amélie. Beaucoup considèrent le fait de manifester comme une responsabilité et un devoir au regard de ceux qui ne le peuvent pas. Cette lutte commune est aussi une opportunité de mettre en exergue d'autres engagements leur tenant à cœur tels que le fait de

promouvoir la tolérance à l'égard de la communauté LGBT+ ou bien d'agir contre les féminicides.

Toutefois nombreux restent mitigés sur l'impact réel que peut avoir cette grève. C'est ce que note Clara étudiante en licence de théâtre « *c'est une boucle infernale, une façon de mettre la pression mais sans faire avancer les choses* ». La solution ne peut s'obtenir au moyen de manifestations seulement. C'est l'avis partagé de David, président d'une association de musique dans une école d'ingénieur. Plus qu'une grève, il faut que « *les gens rentrent dans le système* ». Cela, afin de le casser ou de le tourner à son avantage. S'investir au sein d'une force politique étudiante ne peut être suffisant. Il est nécessaire « *d'entrer en politique pour que les choses se fassent entendre* ».

Par Sara Machtou

*Prénom changé car souhait de l'interlocuteur de rester anonyme.

Pour pouvoir
continuer à donner
cours à la fac

J'ai trouvé un CDD
d'hôtesse d'accueil
pour avoir un "emploi
principal" *

* OBLIGATION ADMINISTRATIVE

JE TE DONNE COURS
DE 8 À 10H

Après je fais trois
baby sitting

Puis je rentre écrire
ma thèse

Je te donne
cours

α JE SUIS AU
CHÔMAGE

D'UNE UTILITÉ DE LA GRÈVE

L'heure est maintenant à la contestation, à la révolte, au soulèvement. Le pouvoir, aux mains d'une élite aveugle, s'englué dans une inaction meurtrière, la répression étant son seul moyen d'expression. Les composantes d'un Etat, hôpitaux, écoles, institutions quelles qu'elles soient, sont en train de s'effriter, et le service public se dégrade. La police, dans son marasme, se transforme en une violente force étatique qui écrase ses adversaires sans distinction. La grève, qui dure depuis décembre, embellit la colère grondante, foisonnante. Les voix, qui, auparavant, se perdaient dans un assourdissant brouhaha causé par des élites castratrices, se révèlent et prennent de l'ampleur, jusqu'à perturber les nuits de nos honnêtes gouvernants. La faille terrorisante dans laquelle nous tombons s'est ouverte quand une minorité puissante s'est vue offrir les clés d'un pouvoir qu'elle ne contrôlait pas, ce dernier étant uniquement dirigé par des intérêts financiers convergents. La force empathique, pluriculturelle d'un peuple, font de lui l'unique moyen de résorber cette cassure. La coopération entre les différentes populations, cultures, affects et façons de voir le monde est un pansement qui ne trahira jamais, il ne se décollera pas sous la chaleur écrasante des divers combats. L'élan combatif que propage cette grève est bénéfique pour tous : l'esprit critique, en ce qui concerne la politique, est le pilier de toutes les contestations. Rien n'est plus beau qu'un peuple uni, une masse géante renversant son bourreau. Les valeurs amoureuses que transmet l'ouverture d'esprit font de la force populaire une arme sans égale. Un être conscient de lui-même, de sa valeur au sein d'une société construite pour lui et veillant au bonheur de ses concitoyens est une bombe de tolérance, d'acceptation, de paix. La grève permet de casser les chaînes nous reliant à un gouvernement castrateur, défiant, malsain. Le monde capitaliste brise l'individu et l'individualité. Son libre arbitre est renié, remué dans la boue et finalement réduit en miettes. La valeur d'un être humain ne se résume pas à sa capacité à enrichir ses patrons ou assurer un travail dans une institution qui ne l'estime plus. De plus, le droit de finir sa vie de labeur dans de bonnes conditions est un acquis

inaliénable. Donner le pouvoir à une classe politique de cette pauvreté intellectuelle est une faute. L'intolérance, la bêtise et la destruction des liens sociaux sont quotidiennement remis en avant et plébiscités, sous la bannière du « bien commun ». Une caste qui domine ainsi est meurtrière. La misère tue, la répression tue, la précarité tue, l'intolérance tue, les inégalités tuent. Une remise en question approfondie est indispensable, ainsi que l'arrêt de toute forme de violences sociales. Le mépris de classe en est sans doute une des formes les plus détestables.

Dans les ténèbres où sont fondus les sceaux de la haine et de la dégringolade sociale, pointe une lueur éblouissante : celle du sursaut révolté. La mobilisation actuelle, dans sa complexité et son universalité reste un exemple criant d'une cohésion sociale encore intacte. Malgré les contestations et les abandons, cette lutte fondamentale croît encore. Les liens unissant les travailleurs et les classes les plus aisées ne se tissent que pendant une révolte en bonne et due forme. La démonstration de force du peuple et ses individualités est une denrée rare qui, quand elle pousse et fleurit, donne une serre où pullulent les progrès sociaux. La mise en avant de l'être au détriment de l'avoir est une condition *sine qua non* de la réussite du développement d'un projet commun, altruiste. Etudiants et ouvriers, cadres, fonctionnaires, artistes... tous les corps de métiers doivent s'allier dans un même élan violemment social. Les rapports qui nous relient aux dirigeants sont périmés, obsolètes. Avoir une vision horizontale de la société semble être la meilleure façon de placer l'Humain au centre de toutes les considérations progressistes. L'Humanisme, dans nos yeux brûlés par les flammes de la violence sociale, est le seul chemin pour recouvrer nos sens aiguisés qui nous permettent de voir, sentir, toucher, humer, goûter la valeur d'une liberté universelle, où les intérêts financiers passent après les intérêts humains, où toute cette machine avance fièrement dans un décor sociétal idyllique.

Par Loan Peuch

< EN GRÈVE

Je suis en cours, je suis en haut, je suis en retard. Des tas d'expressions formées avec le pronom «en». Il devient ainsi l'élément qui détermine à la fois ce qui se produit (en cours), ou une position (en haut), ou encore un état (en retard). Et c'est dans cette perspective de choses que l'on voit s'inclure le terme «en grève». Mais que cela signifie t-il exactement ? Est-ce être en train de réaliser une action, être dans un état, ou se mettre dans une position donnée ?

On est «en grève» lorsqu'il s'agit de priver les autres ou de se priver soi-même de quelque chose. On peut entendre par exemple: «les enseignants sont en grève» pour priver de cours les étudiants, ou encore «ils se déclarent en grève» pour s'interdire eux-mêmes d'enseigner. L'annulation des cours prive les étudiants d'un besoin, et les enseignants d'un droit.

Mais l'expression être «en grève» prend plutôt un sens globalisant. Toutes les connotations auxquelles elle renvoie sont regroupées pour lui attribuer une signification plus large. Ce qui peut expliquer par exemple le terme «Grève générale» qui peut se comprendre comme «Trêve», c'est-à-dire une période sans aucune activité : le cas de la suppression totale d'une ligne de métro ou de bus par la RATP.

C'est pourquoi l'on peut considérer le fait d'être «en grève» comme un processus en plein accomplissement, ou un état donné, ou encore une position certaine. Les personnes grévistes sont par conséquent des individus qui, dans une position donnée, s'affranchissent de toute autorité pour défendre une cause. C'est le cas des enseignant.e.s qui, étant «en grève», se dressent contre l'Etat, optent pour une rétention des notes qui montre leur volonté de faire fléchir le gouvernement et de stopper l'avancée des réformes en cours. Ou encore celui des étudiant.e.s qui se mobilisent pour manifester dans les rues de Paris, et décident de bloquer les universités - comme il y a un an - pour exprimer leur mécontentement.

Finalement, être ou se mettre en grève est un acte que l'on pose au nom d'une revendication portée par un individu ou une grande communauté.

Par Albien Gakegni

PAS DE RENTRÉE !



FLASH MOB JUSQU'AU RETRAIT - Universités en colère
Pour voir la vidéo : <https://www.youtube.com/watch?v=WMkM637Dy9k>

RÉVOLUTIONNER LA RÉVOLUTION

DÉCLENCHEUR | L'Université se réveille. Elle s'oppose depuis la rentrée de janvier à la Loi de Programmation Pluriannuelle de la Recherche (LPPR) et surtout elle prend part aux mobilisations en cours depuis le 5 décembre, portant ainsi ses propres revendications mais aussi des revendications collectives. Mais la réalité de ce qui nous anime tous n'est pas tellement dans la réforme des retraites ou tout autre projet *macronique*, mais bien plutôt dans une colère générale face au système tout entier, ou peut être une volonté de refaire le monde. On aime refaire le monde dans les cafés, on rêve de refaire le monde dans les rues. Mais alors que marcher est une forme conventionnelle et admise de mobilisation contestataire, il semblerait que Emmanuel Macron ait repris à son compte – et surtout à sa sauce – ce droit, et cela bien avant les élections ; *En marche* ! Si on peut tirer de ce calembour une certaine ironie, cela va sans dire que nous sommes du côté des perdants. Dès l'annonce de sa candidature, Emmanuel Macron – dont on a pris bien du plaisir à railler l'absence de programme ... ou peut-être fallait-il mieux le chercher ! – avait déjà donné dans le nom de son parti tout le programme – le vrai, celui que l'on cherchait – de son mandat. Macron est *en marche* ! S'accaparant ainsi cette arme citoyenne de contestation, la rendant par la même occasion obsolète, la révolution ne marche plus car c'est le président qui est en marche.

Pour faire la révolution, le gouvernement nous met alors face à un nouveau défi : avant de penser une révolution du système, il faudra penser une révolution de la révolution. Un nouveau système ne peut se reconstruire

avec d'anciennes méthodes. On veut inventer un nouveau monde, il faut d'abord inventer une nouvelle révolution.

RÉFLEXION | Dans un article pour *Médiapart*, Ronan de Calan et Geoffroy de Lagasnerie critiquent une université qui « reproduit mécaniquement des formes d'action dont nous devons interroger radicalement l'efficacité et l'intérêt » ; selon les deux philosophes il faut « repenser son imaginaire de la lutte, inventer de nouvelles formes de mobilisation et de présence dans l'espace public ». Ce qu'ils mettent en exergue, c'est une différence fondamentale entre l'université et d'autres secteurs comme les transports publics ; une différence qui est la raison même d'existence de l'université : « l'université n'est pas un secteur productif comme les autres : on y produit ... des idées. Y faire une grève « *ordinaire* », c'est simplement renoncer à produire des idées. ».

C'est alors que la balance *idéo-pragmatique* des acteurs et actrices du monde universitaire se détraque. Simplement renoncer à produire des idées. N'est ce pas un des blocages les plus intenses et puissants pouvant exister ? N'est ce pas le symptôme décisif d'une société en perdition ? Mettre en grève les idées, bloquer la connaissance, renoncer à l'intelligibilité ... ce qui aboutirait aussi à une certaine soumission. Car cela arrange bien le gouvernement que l'on n'y comprenne rien. Ce gouvernement qui nous assomme à coup de productivité, de rentabilité comme condition nécessaire pour exister, dans un monde où *le*

temps c'est de l'argent, où il faut être tout le temps *en marche* – et pas entre République et Nation avec une pancarte, qu'on s'entende bien. La marche – *à suivre* – a changé de cap – *et d'épée*. C'est le revers de la médaille. Dans un système méritocratique où la récompense dépendrait soi-disant de la charge de travail accompli et où la mise en compétition pour le gain, le pouvoir ou la gloire, apparaissent comme des conditions de réussite individuelle et collective – et bien surtout la réussite de la République française, ou plutôt d'une *french start-up nation* – notre *temps de cerveau disponible* est déjà tellement occupé à penser à nos intérêts, qui se résument alors à conquérir le monde – pour les plus à l'aise, pour les plus aisés – ou à simplement survivre – si l'on ne fait pas parti des *happy few*. Alors renoncer à expliquer c'est renoncer à comprendre.

Rapidement, la grève des enseignants à La Sorbonne-Nouvelle s'est transformée en un pas vers, ce que l'on appelle avec optimisme dans un milieu militant, une Université Populaire. Le refus de faire cours se traduisant ainsi en une volonté de faire des cours alternatifs ; pour expliquer les réformes, pour discuter des moyens d'actions, pour organiser des discussions, des projections, des ateliers ... Une université qui entre – enfin !! – dans le monde réel !

Mais *Macron s'en fout que le cours porte sur la lenteur au cinéma ou sur la puissance politique des images*, dira une enseignante-chercheuse lors d'une Assemblée Générale dans les amphithéâtres de Paris 3. De même que Macron en a plus que rien à faire que l'on manifeste dans la rue ou que l'on ne puisse pas prendre le métro. Une action de rétention des notes ne devrait pas le chagriner beaucoup plus ! Et c'est sans doute dans cette indifférence aussi prétentieuse que méprisante que prend racine toute cette colère.

IMAGINATION | Alors que faire grève ou marcher semble à présent obsolète face au gouvernement, et même si les Assemblées Générales restent des espaces de paroles nécessaires pour ne pas reproduire le système hiérarchique à la verticalité aussi tranchante que vertigineuse actuellement en place, il devient de plus en plus urgent d'inventer autre

chose. Si d'Assemblée Générale en discussion de comptes on reprend toujours les mêmes discours – celui qui remotive les troupes en prétendant que l'on est en train de *faire LA révolution*, aussi nécessaire que celui plus pessimiste du *ça ne changera rien à rien* – il va maintenant falloir faire preuve de créativité. Pas la peine de croire que les *flashmob* organisées par les avocats ou les facs et labos en lutte changeront la face du monde, pas plus que mon article ne sera décisif dans la création d'un nouveau système ; ce qui importe pour l'instant est peut être plutôt dans cette construction d'un nouvel imaginaire de la lutte. La question n'est alors même plus tant de savoir ce que cela vaut, mais celle de renouveler dans l'espace public un imaginaire que le système en place a altéré, diffamé, violenté. Si il n'y a pas d'occasion de création, il y a sans doute actuellement un espace propice à la création. Un espace que l'on ne pourrait que s'encourager mutuellement à occuper. Dans une université qui renonce ainsi à produire des idées *dans* et *pour* un système, pour mettre sa force de réflexion et de création au service d'une société qu'elle souhaite meilleure !

Alors que des stratégies médiatico-politiques ont réussi à diaboliser le droit de s'exprimer, de revendiquer, de manifester, au travers d'images terrorisantes qui couperaient l'envie à n'importe qui d'aller s'engager dans une révolution – ou simplement d'aller manifester, ce qui est un droit, en effet ne l'oublions pas – il est encore temps d'aller à contre courant de cette violence qu'on nous impose comme norme et comme modèle, en créant ce nouvel imaginaire de la révolution qui ressemblerait vraiment à la société que l'on veut défendre, que l'on veut rendre possible. Remettre un peu de joie et de cœur dans tout cela. Si *aimer, boire et chanter*, et aussi danser, créer, crier, vivre et exister, restent encore ce que l'on sait faire de mieux, alors il reste toujours cette énergie pour créer un nouvel imaginaire de la lutte ; pour subvertir un système de plus en plus inacceptable et pour ensemble refaire le monde.

Et pendant ce temps, Emmanuel Macron va au théâtre.

Par Camille Belot

Vidéo : La Loi de Programmation Pluriannuelle de la Recherche (LPPR) expliquée par Antoine Gaudin :

https://www.youtube.com/watch?v=Ka0Ti7FU9Qo&feature=youtu.be&fbclid=IwAR2n6IHVkor7t9iNfOafJen-cy_e9butMxUTnDUR9-yvNgx2yf8m7W_msUY

Antoine Gaudin est maître de conférence en Etudes cinématographiques et audiovisuelles à Paris 3 ; il explique également dans d'autres vidéos le néolibéralisme et la réforme des retraites.

Vidéo : Flashmob du 23 janvier 2020 des avocats :

<https://www.youtube.com/watch?v=rVdnYZJn09g>

Article : « Une mobilisation impossible? Quand les universitaires confondent la lutte et l'autopunition » *in*

Mediapart

<https://blogs.mediapart.fr/les-invites-de-mediapart/blog/200120/une-mobilisation-impossible-quand-les-universitaires-confondent-la-lutte-et-l-autopuni>

Egalement : De nombreux cours alternatifs, ainsi que des conférences, des ateliers ou encore des discussions sont organisés à Paris 3. Ils sont le plus souvent ouvert à tous et toutes ; et toutes nouvelles propositions et idées sont les

En grève !

.....



Illustration

<https://www.picuki.com/media/2221335728776841932>

Un écho révoltant au «travail, consomme, et ferme ta gueule» largement repris en manif actuellement. Urgence écologique, précarité, ou crise des hôpitaux, ces fléaux sont tous engendrés par la même logique de marchandisation de la vie.

Crédits : @interurg sur picuki.com

ET LES HÔPITAUX ?

«Les grévistes font chier.»

Dans les milieux militants, on critique souvent cette opinion. On critique ces gens qui en ont marre de la grève, qui n'en peuvent plus de galérer dans les transports, qui ne veulent pas manifester et encore moins voir leur fac bloquée car iels étudient. Mais en fait, iels ont raison : la grève ça épuise tout le monde ! Les grévistes elleux-même y perdent : de l'argent, du temps, une énergie de dingue ! Et puis les jours de manif, les professeur.e.s des écoles font grève pour aller manifester donc les parents doivent garder les enfants et ne peuvent pas battre le pavé. Mais attendez... ces enseignant.e.s qui veulent se rendre à la capitale comment vont-iels faire si les cheminot.e.s en grève ne conduisent plus les trains ? C'est un cercle vraiment vicieux. Alors pourquoi iels s'entêtent à la faire leur grève ? Pour bloquer le gouvernement, et l'économie. Arrêter de travailler n'est pas le moyen d'action parfait mais il reste le meilleur que la lutte ouvrière ait trouvé pour gagner, et conserver, ses droits. Cette logique de grève, de blocages, obéit également aux médias. Il faut souler les gens pour que la lutte (et les revendications si on a de la chance) fasse la une des journaux. J'en veux aux médias de relayer la violence ! Celle qui casse des vitrines, comme celle qui empêche de bosser dans de bonnes conditions. Une seconde... et nous ? Dans notre quotidien est-ce qu'on s'occupe de ce que l'on ne voit pas ? Est-ce qu'on s'est occupé de la réforme des retraites, qui nous touchera tou.te.s, avant que les cheminot.e.s ne nous la rappelle ? Est-ce qu'on s'est intéressé à la loi LPPR et à la réforme du CAPES avant que les profs ne menacent de faire grève ? Personnellement, la réponse est non. Alors, là, maintenant, tout de suite, je propose de s'intéresser à la situation des hôpitaux avant de mourir sur un brancard.

Par des lettres ouvertes, des tracts, ou des discours au mégaphone, les hospitalier.e.s soulignent régulièrement leurs déplorables conditions de travail, les conditions de prise en charge de leurs patient.e.s. Internet est rempli de témoignages d'infirmier.e.s plus effrayants et déchirants les uns que les autres. Iels y dénoncent le manque de moyens, entraînant la suppression de lits pour les malades et le personnel non remplacé, c'est à dire des équipes en sous-nombre, une fatigue intense, des collègues en arrêt maladie (et/ou en dépression) rappelé.e.s sur leur lieu de travail car les soignant.e.s actif.ve.s sont trop peu nombreux.euses. Sans compter l'énorme culpabilité, la sensation de maltraiter ses patient.e.s. Une infirmière explique : « *On a été formés compétents, bienveillants. On aime notre métier, on l'a tous choisi. Mais on n'a plus le choix que de le faire mal.* »¹ Quand elle parle de son métier, il faut entendre : maintenir les gens en bonne santé, voire en vie !

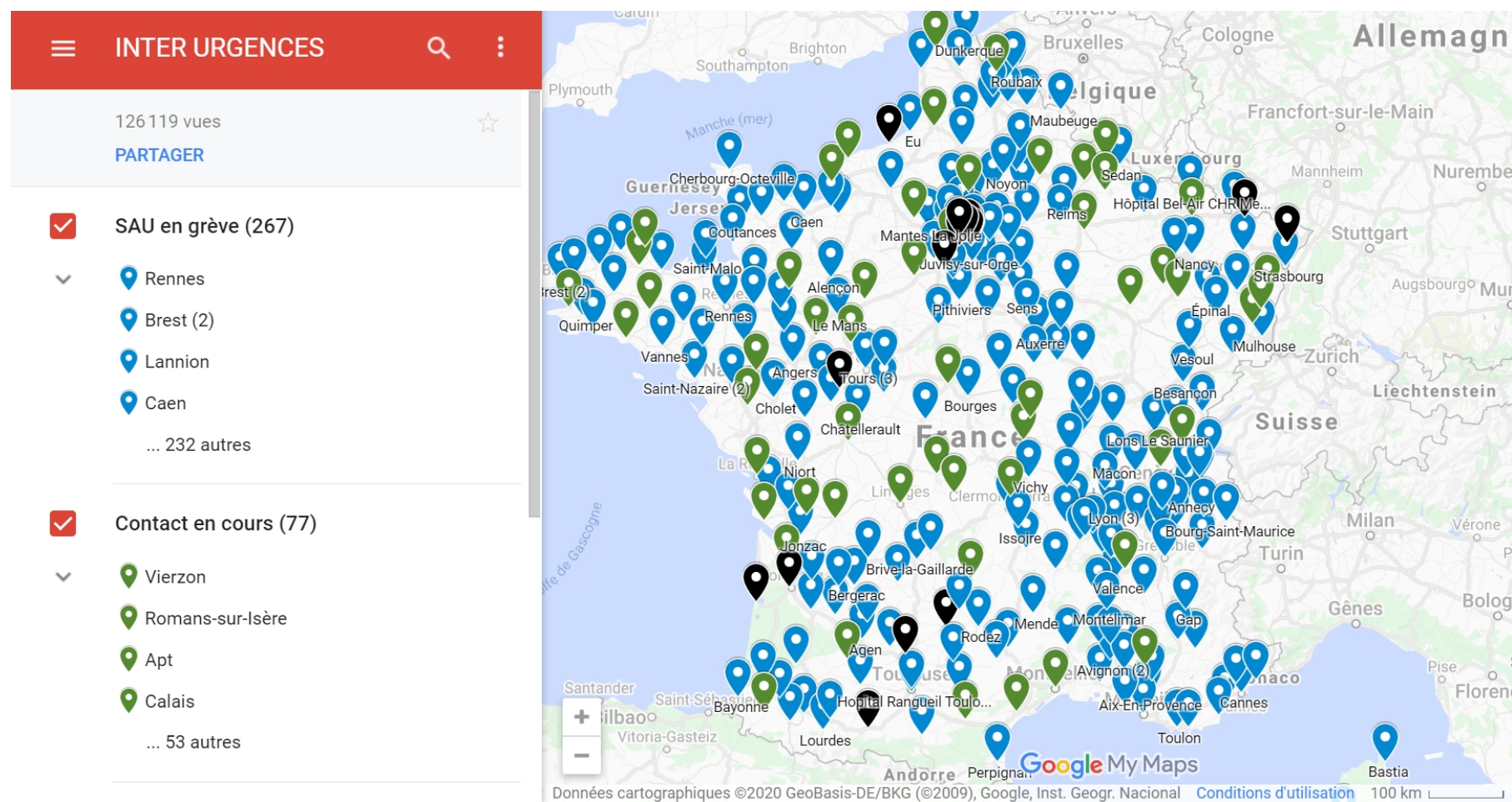
Un jeune homme attendant deux heures au sous-sol qu'un.e soignant.e ait le temps de le remonter de la salle de scanner. Un vieil homme s'urinant dessus car personne n'a le temps de l'emmener aux toilettes. La liste des aberrations est si longue que chaque ligne n'en devient qu'anecdotique. Le communiqué de presse du Collectif Inter Urgences² du 29 novembre 2019 interroge : « *Doit-on à présent rendre publics chacun des épisodes dramatiques pour être entendu ? Nous ne laisserons plus les pouvoirs publics se défausser face à leurs responsabilités.* »

De plus, les équipes se sentent incomprises et méprisées par la direction et par le gouvernement, notamment d'Agnès Buzyn la ministre des Solidarités et de la Santé.

1 : <https://www.revolutionpermanente.fr/Temoignage-d-une-infirmiere-A-toi-qui-va-franchir-la-porte-des-urgences>
Révolution Permanente est un des médias du NPA (Nouveau Parti Anticapitaliste), une organisation d'extrême gauche.

2 : L'inter-Urgences est un collectif de différents hôpitaux partout en France, regroupant syndiqués et non-syndiqués.

C'est pourquoi les hôpitaux sont en grève, comme le recense cette carte :



https://www.google.com/maps/d/u/0/viewer?ll=46.9778863923622%2C4.795758936597167&z=6&mid=1QuZ2EogIgvffjcNC_-w4C22LUsgsUPoM

Et ce depuis le 5 décembre. Euh non pardon depuis mars³. Enfin... d'après cette infirmière libérale, il y avait déjà des actions en 2018⁴. Je veux dire 2016⁵. Oulah ! Je lis des témoignages du collectif Ni bonnes, Ni nonnes, Ni pigeonnnes⁶ datant de 2013 ! Jusqu'à quand vais-je remonter comme ça ? Et surtout pourquoi ne s'alarme-t-on pas de cette situation ? Cf: le premier paragraphe, peut être parce que les hospitalier.e.s ne font pas chier, ne perturbent pas l'économie, ne font pas de casse. En effet, même en grève les soignant.e.s doivent s'occuper des patient.e.s, c'est vital !

3 : <https://www.revolutionpermanente.fr/Detresse-et greve-dans-les-hopitaux-Buzyn-maintient-le-cap-le-Senat-adopte-la-loi>

4 : <http://cestlinfirmiere.blogspot.com/2018/09/quand-le-blanc-de-la-blouse-rend.html?m=1>

5 : https://www.lemonde.fr/sante/article/2016/11/07/des-journees-sans-boire-sans-manger-le-ras-le-bol-infirmier_5026497_1651302.html

6 : <http://www.leparisien.fr/societe/sante/ni-bonnes-ni-nonnes-ni-soumises-les-infirmieres-se-revoltent-07-01-2013-2460651.php>
Dans cet article de 2013, les infirmières manifestaient déjà contre système qui « privilégie la rentabilité au détriment de la qualité des soins ».

Les hospitalier.e.s sont en grève et s'épuisent au travail. Iels se sentent abandonné.e.s de la population et de la direction. Le 3 janvier 2010 un témoignage anonyme d'un infirmier était publié par le collectif Inter Urgences : « *Toi direction, je t'en veux. Car tu pourrais changer les choses si tu tenais tête aux sbires du gouvernement.* »⁷. Heureusement le personnel hospitalier trouve des solutions pour que leur revendications soient entendues (et un jour appliquées !). La plus significative semble être la grève administrative, voir la démission administrative. « *La démission administrative concerne tout ce qui a rapport avec les relations avec l'administration de l'hôpital, la remontée des indicateurs d'activité, la gestion des personnels, la gouvernance au sens très large du terme d'un établissement de santé* » explique le Pr Philippe Rousselot, chef du service d'hématologie-oncologie au centre hospitalier de Versailles⁸. Ainsi, les médecins bloquent directement la direction (qui va donc devoir se bouger pour sauver l'hôpital) sans mettre en danger les patient.e.s. Ces accusations sont nécessaires pour que les chef.fe.s prennent leurs responsabilités. Cependant, chacun.e peut s'en remettre indéfiniment à sa hiérarchie sans jamais résoudre les problèmes. La direction est elle-même soumise à des supérieur.e.s, et d'après elle, se sont ces

supérieur.e.s qui doivent agir. Les Gilets Jaunes ont prouvé que l'heure est aux initiatives spontanées et citoyennes. Alors, nous aussi, depuis l'extérieur, impliquons-nous dans la contestation sans attendre des miracles de ceux qui auraient plus de pouvoir. Nous pouvons **signer des pétitions**, donnant du poids aux contestations telle que **cette lettre ouverte** signé par 292 879 personnes aux moments où j'écris ces lignes (en comptant les 108 personnalités publiques) : https://www.change.org/p/il-faut-un-plan-d-urgence-pour-sauver-l-h%C3%B4pital-public?utm_content=cl_sharecopy_18164482_fr-FR%3Av5&recruiter=523971362&recruited_by_id=7dbe20e0-fd88-11e5-81dd-cb826bc9808a&utm_source=share_petition&utm_medium=copylink&utm_campaign=psf_combo_share_initial&share_bandit_exp=initial-18164482-fr-FR&share_bandit_var=v3

Nous pouvons **manifester** pour afficher notre soutien au personnel hospitalier, le mental étant indispensable ! Manifester pour prouver que la détermination ne faiblit pas et que les revendications restent inchangées.

D'ailleurs qu'elles sont-elles les revendications ?

- Ouvertures de lits
- Embauche de personnel
- L'intégration et l'association des usager.e.s et des soignant.e.s aux décisions et projets de soins.
- Augmentation des salaires
- Augmentation du budget hospitalier

7 : <https://www.interurgences.fr/2020/01/je-ne-taime-plus/>

8 : https://www.francetvinfo.fr/sante/hopital/crise-de-lhopital-public-1200-medecins-demissionnent_3784781.html

Bref, que le gouvernement arrête de faire des économies sur le bien-être de la population. Une revendication tristement habituelle pour le service public. Il faut de l'argent, le gouvernement doit donner de l'argent. Sinon, ce sont les citoyen.ne.s qui devront payer des hôpitaux privés. S'iels ne peuvent pas, iels seront pris.e.s en charge dans des structures publiques déjà bondées et devenues incompetentes par manque de matériel et de personnel. Nos accès à l'éducation, aux transports, à la santé etc... tous sont réduits dans une même logique d'économie, et de privatisation. Est-ce la grève générale qu'on entend approcher ?

Par Krollan

[COMPLÉMENT D'ARTICLE]

23 avril 2018 – Témoignage d'une hospitalière de la Pitié-Salpêtrière

Le 23 avril 2018, une assistante sociale de l'Hôpital de la Salpêtrière est venue à Paris 3 pour expliquer la situation désastreuse des hôpitaux.

Depuis 1990 existe la tarification à l'activité, à savoir le système de financement des hôpitaux français. À chaque pathologie est associé un budget. Pour chaque malade arrivé, l'établissement reçoit une somme définie. Mais cette somme n'augmente pas en fonction du temps de séjour du patient.e. Ainsi la tarification à l'activité ne prend pas en compte les éventuelles complications. Finalement, cette tarification pousse les hôpitaux à garder le moins longtemps possible leurs patient-e-s. C'est pourquoi, les hospitalier-e-s doivent décider parmi leur patient-e-s lequel-elle-s sont les plus malades et méritent de rester. Les aides-soignant-e-s sont souvent dans l'obligation de renvoyer chez eux-elles des malades moins malades que d'autres mais qui nécessiteraient tout de même un suivi.

Toujours sur le même principe de manque de places, les tournants ambulatoires existent. Après une opération, le patient-e en tournant ambulatoire, ne reste pas dormir à l'hôpital, il-elle rentre chez lui-elle. Pour des anesthésies locales,

il n'y a pas de problème majeur. Cependant, dans le cas des anesthésies générales plus lourdes, le patient-e peut être en danger. En effet, un-e infirmier-ère passe dans la soirée lui donner ses médicaments puis repart. En cas de complications pendant la nuit, le patient-e est livré-e à lui-elle même ou à ses proches. Pour l'instant, 30% des places sont en tournant ambulatoire, un des objectifs des réformes étant de passer à 50%.

Il y a de moins en moins de places dans les hôpitaux car le budget santé baisse chaque année. Suivant la tarification à l'activité, il faut prendre de plus en plus de patients pour conserver le même budget que l'année précédente. Ces dernières années de nombreux postes hospitaliers et places pour les malades ont été supprimés. L'assistante sociale a annoncé des chiffres : sous Hollande 22 000 postes d'hospitalier-e-s ont été supprimés. Je n'ai pas de point de comparaison, je ne me rend pas vraiment compte de l'ampleur de l'évènement, mais je vous écris les chiffres si à vous ça vous parle. Pourtant,

je sais que si les services fonctionnent encore, c'est parce qu'ils sont regroupés. Ainsi, chaque service n'a plus son propre accueil mais un accueil peut gérer trois services différents. C'est une stratégie pour économiser des salaires de secrétaires en surchargeant de travail de celles-ces qui restent. Mais même en travaillant plus, les services tournent moins bien qu'avant. Les autres hospitalier-e-s sont également en surcharge de travail. L'assistante sociale venue nous parler, nous a expliqué que l'année dernière, si toutes ses heures supplémentaires avaient bien été décomptées, elle aurait eu 3 semaines de vacances supplémentaires.

La situation des hôpitaux se détériore de plus en plus. La ministre de la santé a annoncé une réforme prévue pour mai-juin 2018. Pour cette réforme, elle annonce que la tarification à l'activité sera remplacée par une tarification parcours soin.

J'ai trouvé les explications qui suivent sur le site lepoint.fr, qui retranscrit les propres paroles de la ministre. L'assistante sociale nous avait prévenu que pour l'instant la ministre

n'a expliqué son projet de loi que par voie de presse et par conséquent les détails de réalisation du projet ne sont pas clairs.

Alors, en gros, la tarification parcours soin c'est un nouveau moyen de financement du domaine médicale. Pour les consultations aiguës, comme la grippe, l'ancien système de tarification à l'acte subsistera. C'est à dire une consultation est égale à tant d'argent, une opération est égale à tant d'argent. Par contre, pour les maladies chroniques, comme le diabète, une sorte de forfait est mis en place. Pour les maladies chroniques, on peut prévoir à l'avance les examens à réaliser chaque année. Ainsi, les hôpitaux et les médecins de ville se partageront le budget attribué au.à la patient.e atteint de maladie chronique. La ministre explique que cette mesure diminuera les inégalités de soins selon les régions de France. L'assistante sociale explique que c'est un nouveau moyen de diminuer le budget réservé à la santé.

En effet, d'après l'assistante sociale, oui les hôpitaux français ont besoin de changement mais ce n'est pas avec les propositions de la ministre de la santé que ce changement sera bénéfique. Ce n'est pas de réformes pour mieux gérer la misère dont les hôpitaux ont besoin. Mais plutôt de moyens financiers, c'est à dire des moyens d'obtenir plus de lits et plus d'hospitalier-e-s. Pourtant, la ministre ne voit pas l'intérêt de créer des places puisque d'après elle 30% des lits ne sont pas utilisés. Information démentie par l'assistante sociale qui explique, au contraire, qu'il manque des lits. Puisque

les hôpitaux ont déjà perdu un tiers de leurs capacités d'accueil au cours des 10 dernières années.

L'assistante sociale a annoncé que le gouvernement prévoit 1 milliard et demi d'euro d'économie sur la sécurité sociale, encore une fois ces chiffres ne me parle pas mais je les laisse si à toi ils te parlent. Martin Hirsch, le directeur général de l'AP-HP (l'Assistance Publique - Hôpitaux de Paris, regroupement de plusieurs hôpitaux), a annoncé une « économie sur les médicaments ». Alors que la direction des finances bloque déjà les commandes de médicaments faute de moyens.

Ok, on a compris. Le gouvernement a besoin d'argent donc il cherche à diminuer le budget de l'éducation, du système ferroviaire, du système postal et ... celui de la santé. La santé des gens n'est-elle pas le dernier domaine sur lequel on peut faire des économies ?

Et les hospitalier-e-s, ils-elles en disent quoi ?

L'assistante sociale nous souriait en s'excusant de nous apprendre la déprimante situation des hôpitaux. Elle nous expliquait que dans son hôpital la colère règne. Une colère contre les réformes, contre le gouvernement qui refuse d'augmenter le budget et le bien-être de leurs patient-e-s. Mais aussi, une énorme culpabilité. Les

aides-soignant.e.s, et autres hospitalier.e.s, ont la sensation de maltraiter leur patient. Pour donner une idée concrète de leur souffrance, les grévistes de l'Hôpital Edouard-Berthod à Lyon se sont rassemblés le 3 mars 2018. Ils ont énuméré au mégaphone les situations qu'ils-elles ont vécu. Les témoignages viennent du magazine *Convergences Révolutionnaires*, le titre est un peu violent mais le contenu intéressant.

« Josette, 97 ans, fin de vie, est décédée dans le couloir, faute de lit d'hospitalisation disponible. », « Emile, 40 ans, a attendu 2h28 dans les sous-sols pour qu'un aide-soignant puisse le remonter du scanner. », « Michel, 88 ans, est resté 12h14 sur son brancard, a demandé trois fois d'aller aux toilettes et s'est finalement uriné dessus. » J'ai parlé de ces situations à mes parents et d'après eux, ces situations sont banales, leurs propres parents ont également attendu des heures sur un brancard, repartant des urgences plus malades qu'ils n'y étaient entrés. Sachant que l'attente moyenne en urgence varie de 6 à 9h. Puisque le manque de médecin traitant poussent les malades à aller aux urgences en cas de n'importe quel problème.

Pour les raisons évoquées dans le précédent paragraphe mais aussi pour celles évoquées au début du document, les hospitalier-e-s culpabilisent de ne pas suffisamment prendre soin de leur patient, ils-elles n'en peuvent plus. Une infirmière urgentiste témoigne : « L'année dernière, il y a eu 15 suicides de soignants, certains sur leur lieu de travail. »

Ils-elles sont également épuisées par l'impression d'être baladé-e-s et méprisé-e-s par leur direction. En effet, la direction ne semble pas prendre au sérieux les revendications des travailleur-euse-s.

Mobilisation

Pour les hospitalier-e-s faire grève, c'est compliqué. Lorsqu'ils-elles le font, ils-elles sont accusé.e.s de mettre en danger les patient-e-s. Cependant, ce sentiment de ne pas remplir leur tâche, de maltraiter leurs patient-e-s, c'est tous les jours qu'ils-elles le ressentent. De toutes façons, les hôpitaux sont en effectifs tellement minimum que même les grévistes sont parfois rappelé-e-s au travail.

Pourtant, l'assistante social nous expliquait qu'il y a quelques années pendant une grève les hospitalier-e-s s'étaient organisé-e-s pour reporter les opérations non-urgentes à plus tard. Pour les opérations urgentes ils-elles se réunissaient tou-te-s le matin, réalisaient leurs tâches, puis le reste de la journée portaient en manifestations ou plus officieusement en déambulations. (Une déambulation c'est aller discuter avec les collègues non grévistes, leur expliquer le mouvement et/ou les convaincre de le rejoindre) Un exemple d'action que les hospitalier-e-s peuvent réaliser : les rassemblements, comme le 3 mars 2018. C'est à dire l'évènement que j'ai décrit plus tôt, les grévistes énuméraient des situations inadmissibles de patients au mégaphone.

Cependant, actuellement les mobilisations d'hospitalier-e-s peinent à se coordonner au niveau national. D'après l'assistante sociale, chaque jour, un service d'un hôpital est en grève, mais leur impact reste local et s'essouffle rapidement. Au début de l'année les hôpitaux de Lyon était en grève mais ils n'ont pas non plus réussi à étendre nationalement le mouvement et se sont épuisés.

Avenir du mouvement

Les hospitalier-e-s sont réticent-e-s à l'idée de s'engager. En effet, comme les autres salariés elles-ils ont beaucoup à perdre. Pourtant, beaucoup d'entre eux suivent le mouvement cheminot et étudiant. Pour les aider, nous pouvons être toujours plus nombreux-euses dans les rues, leur chanter des slogans de soutien, voter des mentions de soutien, être nombreux et visibles, car nous leur donnons confiance.

L'assistante sociale rappelle qu'en 2015, il y avait aussi eu une réforme de Martin Hirsch. L'ambiance dans les hôpitaux étaient aussi à la colère et à la démoralisation. Pourtant, ils-elles ont finalement été 10 000 manifestants en blouse blanche dans les rues, et 90% de grévistes. Ne pas partir défaitiste. [Même encore aujourd'hui !]

Par Krollan

LA VÉRITÉ ? JE MENS !



EMMANUEL MACRON

ÉDOUARD PHILIPPE

JEAN-PAUL DELEVOYE

CHRISTOPHE CASTANER

JEAN-MICHEL BLANQUER

affiche réalisée par Alexandre Carretero

*Détournement d'affiche réalisé par Alexandre Carretero
Ses autres affiches sont à retrouver pendant la Journée Portes Ouvertes de Paris 3*

CAPSULE NOUVELLES VAGUES

Janvier 2020

RÉDACTION :

Sara Machtou

Loan Peuch

Albien Gakegni

Camille Belot

Krollan

RÉDACTION EN CHEF : Camille Belot

SECRETAIRE DE REDACTION / RELECTURE :

Quentin Didier, Krollan, Louis Sabatin, Farah Ziane

GRAPHISME : Camille Belot

COUVERTURE : Sara Machtou

<https://nouvellesvagues.blog/>

NOUVELLES VAGUES - JOURNAL & BLOG

Pour rejoindre l'équipe de Nouvelles Vagues,
contacte-nous dès maintenant à l'adresse
journalparis3@gmail.com !

Nous recherchons toujours des rédacteurs
et des rédactrices, des bénévoles pour la
communication et l'administration, mais
aussi pour l'événementiel et les relectures
ou encore le graphisme et l'illustration.

**Et si tu souhaites écrire pour la
prochaine capsule, N'hésite pas !**

